



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale des territoires  
Service aménagement du territoire et des risques  
Pôle risques

Affaire suivie par : Joël GERARD  
Tél. : 04 81 66 81 28

courriel : [joel.gerard@drome.gouv.fr](mailto:joel.gerard@drome.gouv.fr)  
courriel service : [ddt-satr@drome.gouv.fr](mailto:ddt-satr@drome.gouv.fr)

### **Arrêté n° 2014353-0007**

portant modification des dossiers communaux pour l'information sur les risques des acquéreurs et locataires de biens immobiliers, annexés à l'arrêté n° 2011102-0015 du 12 avril 2011 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers,

Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales.

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 125-5 et, R. 125-23 à R. 125-27.

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 271-4 et L. 271-5.

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements.

Vu l'arrêté n° 2011102-0010 du 12 avril 2011, relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques, majeurs.

Vu l'arrêté n° 2011102-0015 du 12 avril 2011, relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques, majeurs de biens immobiliers.

Vu l'arrêté n° 2013273-0005 du 30 septembre 2013, donnant délégation de signature à M. Philippe Allimant, directeur départemental des territoires de la Drôme.

Vu l'arrêté n° 2012016-0003 du 16 janvier 2012, relatif à la prescription du Plan de Prévention des Risques, inondation sur la commune de Valence.

Vu l'arrêté n° 2014338-0022 du 4 décembre 2014, portant prorogation de l'arrêté du 16 janvier 2012, relatif à la prescription du Plan de Prévention des Risques, inondation sur la commune de Valence.

Considérant qu'il convient de permettre aux locataires ou acquéreurs de biens immobiliers de bénéficier d'une information sur les risques majeurs naturels ou technologiques lors de toute transaction immobilière, à partir des documents mis à disposition des communes par le préfet de chaque département.

Considérant qu'il convient de permettre aux locataires ou acquéreurs de biens immobiliers de bénéficier d'une information sur les sinistres ayant touché l'immeuble bâti et ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125-2 du code des assurances.

Considérant que toutes les communes de la Drôme sont soumises à l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme.

## ARRÊTE

### Article 1

Suite à la prorogation de l'arrêté du 16 janvier 2012 relatif à la prescription du Plan de Prévention des Risques, inondation sur la commune de Valence, le dossier communal pour l'Information sur les risques des Acquéreurs et Locataires de biens immobiliers annexé à l'arrêté n° 2011102-0015 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers est modifié.

## INFORMATION SUR LES RISQUES EN ZONE PPR ET/OU SISMIQUE

### Article 2

Le dossier communal pour l'Information sur les risques des Acquéreurs et Locataires de biens immobiliers de la commune de Valence, est modifié de la manière suivante :

Commune	fiche synthétique	cartographie
Valence	à remplacer par la fiche ci-jointe	La carte d'aléa ci-jointe doit être ajoutée.

Le présent arrêté doit être joint au dossier communal.

Les autres pièces, du dossier communal annexé à l'arrêté préfectoral n° 2011102-0015 du 12 avril 2011, restent inchangées.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 3

Toutes les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2011102-0015 du 12 avril 2011 restent applicables.

### Article 4

Une copie du présent arrêté avec les nouveaux éléments annexés est adressée au maire de la commune de Valence.

La chambre départementale des notaires est avertie de la mise à jour du site internet par un courrier.

### Article 5

Une copie du présent arrêté doit être affichée à la mairie de Valence. Un certificat du maire justifiera l'accomplissement de cette formalité.

Un avis mentionnant le présent arrêté et ses modalités de consultation sera publié dans un journal diffusé dans le département et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme, le maire de Valence, Le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **19 DEC. 2014**

Pour le Préfet de la Drôme  
et par délégation

**P. ALLIMANT**